



MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

RAPPORT ANNUEL

PERIODE DU 1er AVRIL 1986 AU 31 MARS 1987

Ottawa,

juin 1987

MINISTERE DES AFFAIRES EXTERIEURES

LOI SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

RAPPORT ANNUEL

PERIODE DU 1er AVRIL 1986 AU 31 MARS 1987

Ottawa,

juin 1987

## TABLE DES MATIERES

### Page

1	Introduction
1	Rapport statistique
2	Organisation
3	Mise en application
4	Voies officielles et voies officieuses
4	Instructions ministérielles
5	Instrument de délégation
6	Appels au Commissaire à la protection de la vie privée
	Annexe A
	Annexe B

## INTRODUCTION

Le quatrième rapport présenté par le ministère des Affaires extérieures concernant l'application de la Loi sur la protection des renseignements personnels porte sur la période allant du 1er avril 1986 au 31 mars 1987.

## RAPPORT STATISTIQUE

- ... 2. Vous trouverez ci-joint (annexe A) le "Rapport sur la Loi sur la protection des renseignements personnels", qui renferme les détails statistiques exigés par la Loi.
3. Le Ministère a reçu quatre-vingt-dix demandes officielles pendant la période visée. Cela représente une augmentation de quatre-vingt-seize pour cent par rapport à 1985/86. Sept demandes de l'année précédente ont été reportées sur la période 1986/87. Vingt demandes ont été reportées sur la période 1987/88.
4. Dans le calcul des frais relatifs aux agents et au personnel de soutien qui ont eu un rôle à jouer dans l'application de la Loi, nous avons divisé le traitement annuel de ces employés par 220 pour obtenir le coût journalier. Les coûts relatifs au personnel comprennent les charges salariales des employés du Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels, qui ont consacré environ dix pour cent de leur temps à des tâches liées à la protection des renseignements personnels et les charges salariales d'autres employés du Ministère qui ont participé au traitement des différentes demandes. Le chiffre qui figure dans la case "autres" représente les frais de fonctionnement, la photocopie notamment.

## ORGANISATION

5. Le Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels coordonne le traitement des demandes adressées au Ministère et veille au respect de la Loi. Les pratiques établies, qui supposent des rapports étroits avec les directions générales concernées et avec les conseillers juridiques, ont continué à fonctionner de façon satisfaisante au cours de la période visée. Avec le temps, le document de contrôle et le registre des demandes se sont révélés des outils de gestion nécessaires au bon fonctionnement de l'opération.

6. Le coordonnateur des Affaires extérieures doit aussi effectuer, pour le compte d'autres institutions gouvernementales, des consultations auprès de gouvernements étrangers en ce qui concerne la divulgation de renseignements personnels qui proviennent de ces gouvernements. Le Ministère effectue notamment de nombreuses démarches au nom de la Commission nationale des libérations conditionnelles, du Service correctionnel du Canada et de la Gendarmerie royale du Canada. Leurs demandes sont acheminées à la mission concernée, qui tente alors d'obtenir les recommandations du gouvernement étranger.

7. Le coordonnateur est chargé de la contribution annuelle du Ministère à la préparation du Répertoire des renseignements personnels, qui renferme des informations

destinées au public, notamment une description de l'organisation du Ministère, des détails sur ses programmes et fonctions ainsi qu'une description de tous les fichiers de renseignements personnels et de toutes les catégories de renseignements personnels dont il est responsable.

#### MISE EN APPLICATION

8. Le nombre de demandes est relativement peu élevé. La plupart sont de nature plutôt directe et portent principalement sur des renseignements relatifs aux passeports. Nous n'avons pas éprouvé de difficulté à traiter ces demandes; nous avons toutefois subi des retards à répondre à vingt-huit demandes officielles reçues de la même personne.

9. En novembre 1986, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a écrit aux grandes entreprises du secteur privé afin de les encourager à observer et appliquer volontairement les engagements pris par le gouvernement fédéral vis-à-vis "les Lignes directrices régissant la protection de la vie privée et les flux transfrontières de données de caractère personnel" de l'OCDE. Cette initiative a reçu une réponse positive et encourageante de la part des entreprises canadiennes.

10. Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Tous les manuels en usage au Ministère, de même que le Répertoire des renseignements personnels et les formules de demandes

d'accès à des renseignements personnels, sont à la disposition des requérants.

#### VOIES OFFICIELLES ET VOIES OFFICIEUSES

11. Par ailleurs, le Ministère continue de répondre aux demandes acheminées par la voie habituelle. Le volume de ces demandes officieuses est généralement égal, sinon supérieur, au nombre de demandes officielles qu'il reçoit.

#### INSTRUCTIONS MINISTERIELLES

##### a) Divulgations faites aux termes de l'alinéa 8(2)(e)

12. Le Ministère répond aux demandes légitimes de divulgation de renseignements personnels présentées par des organismes d'enquête autorisés, pourvu que celles-ci soient présentées par écrit et qu'elles satisfassent aux prescriptions énoncées dans les Lignes directrices provisoires du Conseil du Trésor - Loi sur la protection des renseignements personnels, partie III. Au 31 mars 1987, des arrangements concernant la communication des renseignements avaient été pris avec la Gendarmerie royale du Canada, avec Revenu Canada (Impôt), Revenu Canada (Douanes et Accise), le Service canadien du renseignement de sécurité, et la Commission d'enquête sur les criminels de guerre.

##### b) Divulgations faites aux termes de l'alinéa 8(2)(m)

13. Le Ministère a consulté le Commissaire à la protection de la vie privée, en plusieurs occasions au cours de l'année, au sujet de la divulgation possible de renseignements personnels aux termes de l'alinéa 8(2)(m). Dans deux cas,

on a déterminé que des raisons d'intérêt public justifiaient nettement une éventuelle violation de la vie privée.

c) L'exception du paragraphe 19(1) de la Loi sur l'accès à l'information.

14. La protection des renseignements personnels s'est avérée un élément important du traitement des demandes d'accès à l'information par le Ministère. Cette exception a été invoquée dans 201 des 371 réponses données aux demandes d'accès à l'information au cours de l'année.

d) Fichiers non consultables

15. Le Ministère n'est responsable d'aucun fichier non consultable.

e) Usage et divulgation des renseignements

16. Comme le ministère des Affaires extérieures n'est responsable que d'un nombre restreint de fichiers de renseignements personnels, l'application du code régissant l'usage et la divulgation des renseignements personnels n'a pas posé de problème. Tous les fichiers et toutes les catégories de renseignements personnels sont passés en revue annuellement, dans le cadre de la contribution du Ministère à la préparation du Bulletin et du Répertoire des renseignements personnels.

INSTRUMENT DE DELEGATION

17. Conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels, le secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures a délégué ses pouvoirs à un petit



nombre de hauts fonctionnaires du Ministère. Vous trouverez ... à l'annexe B copie de l'instrument de délégation.

APPELS AU COMMISSAIRE A LA PROTECTION DE LA VIE PRIVEE

18. Durant la période visée, trois plaintes ont été déposées. Cinq plaintes ont été reportées sur la période visée. Le Commissaire à la protection de la vie privée a complété six enquêtes durant l'année; ses conclusions ont été favorables au Ministère dans trois cas. Une seule plainte est toujours devant la Cour fédérale.



Institution <b>Ministère des Affaires extérieures</b>	Période visée par le rapport <b>le 1 avril 1986 - le 31 mars 1987</b>
--	--

**I Demandes en vertu de la Loi sur la protection des renseignements personnels**

Reçues pendant la période visée par le rapport	90
En suspens depuis la période antérieure	7
<b>TOTAL</b>	<b>97</b>
Traitées pendant la période visée par le rapport	77
Reportées	20

**II Dispositions prises à l'égard des demandes traitées**

1. Communication totale	37	6. Renseignements insuffisants	
2. Communication partielle	13	7. Abandon	2
3. Aucune communication (exclusion)		8. Document inexistant	16
4. Aucune communication (exemption)	5	9. Transmission	1
5. Traitement impossible	3	<b>TOTAL</b>	<b>77</b>

**III Exceptions invoquées**

Par. 18 (2)		Art. 21	3	Art. 23 (b)	
Art. 19 (1) (a)	4	Art. 22 (1) (a)	5	Art. 24	
(b)		(b)	8	Art. 25	1
(c)		(c)		Art. 26	9
(d)		Par. 22 (2)	1	Art. 27	
Art. 20		Art. 23 (a)		Art. 28	

**IV Exclusions citées**

Art. 69 (1) (a)	
(b)	
Art. 70 (1) (a)	
(b)	
(c)	
(d)	
(e)	
(f)	

**V Délai de traitement**

30 jours ou moins	42
De 31 à 60 jours	17
De 61 à 120 jours	16
121 jours ou plus	2

**VI Prorogations des délais**

	30 jours au moins	31 jours ou plus
Interruption des opérations	5	
Consultation	1	
Traduction		
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	

**VII Traduction**

Traduction demandée		
Traduction préparée	De l'anglais au français	
	Du français à l'anglais	2

**VIII Méthodes de consultation**

Copies de l'original	49
Examen de l'original	
Copies et examen	1

**IX Corrections et mentions**

Corrections demandées ➤	19	Corrections effectuées ➤		Mentions annexées ➤	19
-------------------------	----	--------------------------	--	---------------------	----

**X Coûts**

<b>Financiers (raisons)</b>	
Traitement	\$ 33,950
Administration (Fonctionnement et maintien)	\$ 494
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 34,444</b>
<b>Années-personnes utilisées (raisons)</b>	
Années-personnes (nombre décimal)	0.6

**XI Plaintes déposées auprès du commissaire à la protection de la vie privée**

<b>Activité concernant les plaintes</b>	
En suspens depuis la période antérieure	5
Nbre d'appels reçus pendant la période visée	3
Nbre d'appels réglés pendant la période visée	6
Nbre d'appels reportés	2
<b>Raisons des plaintes</b>	
Utilisation et communication	
Refus de communication	3
Prorogation des délais	
Publication	
Refus de traduction	
Délai de traduction	
Autre	

**Plaintes déposées auprès du commissaire à la protection de la vie privée (continu)**

<b>Règlement des plaintes</b>	
Plainte non fondée	
En accord avec l'Institution	3
Aucune conclusion	
Recommandation acceptée	3
Recommandation rejetée	
Nombre de fichiers non consultables	
	0
<b>XII Appels interjetés auprès de la Cour fédérale</b>	
En suspens depuis la période antérieure	1
Nombre d'appels reçus pendant la période visée	-
Nombre d'appels réglés pendant la période visée	-
Nombre d'appels reportés	1

The Rt. Hon. Joe Clark, P.C., M.P.  
Secretary of State for External Affairs



Canada

Le très hon. Joe Clark, C. P., député  
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

OTTAWA, Ontario  
K1A 0G2

Arrêté sur la délégation en vertu de la Loi sur la  
protection des renseignements personnels

En vertu de l'article 73 de la Loi sur la protection des renseignements personnels, le Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures délègue aux titulaires des postes mentionnés à l'annexe ci-après, ainsi qu'aux personnes occupant à titre intérimaire lesdits postes, les attributions dont il est, en qualité de responsable d'une institution fédérale, investi par les articles de la Loi mentionnés dans l'annexe en regard de chaque poste. Le présent document remplace et annule celui daté du 7 novembre 1984.

## ANNEXE

<u>Poste</u>	<u>Article(s) de la Loi sur la protection des renseignements personnels</u>
1. Sous-secrétaire d'Etat adjoint aux Affaires extérieures	Tous les articles
2. Sous-ministre, Commerce extérieur	Tous les articles
3. Sous-ministre adjoint, Affaires politiques et Sécurité internationale	Tous les articles
4. Coordonnateur, Accès à l'information et protection des renseignements personnels	Tous les articles
5. Chef de poste ou de mission	Alinéa 8(2) (m)

DATE le 19 juin 1986

CA1  
EA  
P61  
1986/87

DOCS

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

PRIVACY ACT

ANNUAL REPORT

APRIL 1, 1986 TO MARCH 31, 1987

Ottawa,

June 1987

DEPARTMENT OF EXTERNAL AFFAIRS

PRIVACY ACT

ANNUAL REPORT

APRIL 1, 1986 TO MARCH 31, 1987

Dept. of External Affairs  
Min. des Affaires extérieures

Ottawa,

June 1987

SEP 7 1987

RETURN TO DEPARTMENTAL LIBRARY  
RETOURNER A LA BIBLIOTHEQUE DU MINISTRE

## INDEX

### Page

1	Introduction
1	Statistical Report
2	Organization of Access to Information and Privacy (ATIP) Activities
3	ATIP Implementation
3	Formal/Informal Interface
4	Institutional Policies
5	Designation Order
5	Appeals to the Privacy Commissioner
	Appendix A
	Appendix B

## INTRODUCTION

This fourth Privacy Act Report for the Department of External Affairs covers the period from April 1, 1986 to March 31, 1987.

## STATISTICAL REPORT

2. The attached Report on the Privacy Act (Appendix A) contains the detailed statistics that are required under the Act.

3. A total of 90 formal Privacy requests was received during the reporting period. This represents a 96% increase over 1985/86. Seven requests were brought forward from 1985/86; twenty requests were carried forward to 1987/88.

4. In calculating the costs for officers and support staff involved in the implementation of the Act, we have taken the annual salaries of the individuals and divided them by 220 to obtain a daily cost. The reported personnel costs represent the salary costs of the personnel of the Access to Information and Privacy Office, who devote approximately ten percent of their time to Privacy-related duties, plus the salary cost of other departmental personnel involved in processing individual requests. The figure listed in the "other" costs column represents operating costs such as photocopying.

ORGANIZATION OF ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY (ATIP) ACTIVITIES

5. The ATIP Office maintains overall control and co-ordination of application processing within the Department so as to ensure adherence to the legislation. The procedures established, which include close liaison with the appropriate program bureaux and legal advisors, have continued to work satisfactorily during the period under review. Such administrative devices as the tracking document and control ledger have become recognized with experience as necessary tools for effective operation.

6. One role peculiar to the External Affairs Co-ordinator involved carrying out consultation on behalf of other government institutions with foreign governments concerning the release of personal information originating from those foreign governments. In particular, the Department acts extensively for the National Parole Board, the Correctional Service of Canada and the Royal Canadian Mounted Police. Their requests are forwarded to the appropriate Canadian mission abroad which seeks the recommendations of the foreign government.

7. The ATIP Co-ordinator is responsible for preparation annually of the Department's contribution to the Personal Information Index, which provides information to the public including a description of its programs and functions, and a description of all Personal Information Banks and Classes of Personal Information under its control.



ATIP IMPLEMENTATION

8. Privacy requests to the Department remain relatively small in number and straight-forward in nature, involving passport information in most cases. These have been handled without difficulty although some delay was experienced in handling 28 separate Privacy requests submitted by the same individual.

9. In November, 1986, the Secretary of State for External Affairs wrote to leading companies in the private sector urging voluntary support for complying with and implementing the federal government's commitment to the OECD Guidelines on Protection of Privacy and Transborder Flows of Personal Data. The response to this initiative by Canadian companies can be described as positive and encouraging.

10. A reading room is maintained in a public access area of the Department's headquarters adjacent to the ATIP Office. All current departmental manuals, and the Personal Information Index and Personal Information Request Forms are available for use by applicants.

FORMAL/INFORMAL INTERFACE

11. In addition to formal requests for personal information, the Department continues to respond to informal requests. The volume of such informal requests is generally equal to, if not greater than, the number of formal requests received.

INSTITUTIONAL POLICIES

(a) Disclosures under Section 8(2)(e)

12. The Department will respond to legitimate requests from authorized investigative bodies for disclosures of personal information provided they are submitted in writing, and meet the requirements specified in the Treasury Board Interim Policy Guide: Access to Information and Privacy Act, Part III. As at March 31, 1987, disclosure arrangements had been entered into with the Royal Canadian Mounted Police, National Revenue (Taxation), National Revenue (Customs and Excise), the Canadian Security Intelligence Service and the Commission of Inquiry on War Criminals.

(b) Disclosures under Section 8(2)(m)

13. On a number of occasions during the year, the Department consulted with the Privacy Commissioner regarding the possible disclosure of information under Section 8(2)(m). In two instances, it was determined that the public interest in disclosure of the information involved clearly outweighed any invasion of privacy that could have resulted from the disclosure.

(c) Access to Information Exemption s. 19(1)

14. The protection of personal privacy was an important consideration in the handling of Access to Information requests by the Department. The "personal information"

exemption, (s. 19(1)), was claimed in 201 of the Department's 371 responses to Access requests during the year.

(d) Exempt Banks

15. The Department does not control any designated exempt banks.

(e) Use and Disclosure

16. As the Department of External Affairs controls only a limited number of Personal Information Banks, the implementation of the Use and Disclosure code with respect to personal information has not been a problem. All banks and classes of personal information are reviewed annually as part of the process of producing departmental contributions to the Personal Information Index and Bulletin.

DESIGNATION ORDER

17. The Secretary of State for External Affairs has delegated his powers as outlined in the Privacy Act to a small number of senior departmental officials. A copy of the ... designation order is attached as Appendix B.

APPEALS TO THE PRIVACY COMMISSIONER

18. During the period under review, 3 complaints were submitted. Five complaints were brought forward from the previous year. Six investigations by the Privacy Commissioner were completed during the year with findings in support of the Department in three of the cases involved. One case remains before the Federal Court.



REPORT ON THE PRIVACY ACT

Institution <b>Department of External Affairs</b>	Reporting period <b>April 1/86 - March 31/87</b>
--	---

Requests under the Privacy Act		II Disposition of requests completed			
Received during reporting period	90	1. All disclosed	37	6. Insufficient information	
Outstanding from previous period	7	2. Disclosed in part	13	7. Abandoned	2
<b>TOTAL</b>	<b>97</b>	3. Nothing disclosed (excluded)		8. Does not exist	16
Completed during reporting period	77	4. Nothing disclosed (exempt)	5	9. Transferred	1
Carried forward	20	5. Unable to process	3	<b>TOTAL</b>	<b>77</b>

III Exemptions invoked				IV Exclusions cited	
S. 18 (2)		S. 21	3	S. 23 (b)	
S. 19 (1) (a)	4	S. 22 (1) (a)	5	S. 24	
(b)		(b)	8	S. 25	1
(c)		(c)		S. 26	9
(d)		S. 22 (2)	1	S. 27	
S. 20		S. 23 (a)		S. 28	
				S. 69 (1) (a)	
				(b)	
				S. 70 (1) (a)	
				(b)	
				(c)	
				(d)	
				(e)	
				(f)	

V Completion time		VI Extensions			VII Translations			VIII Method of access	
30 days or under	42		30 days or under	31 days or over	Translation requested			Copies given	49
31 to 60 days	17	Interference with operations	5		Translation prepared	English to French		Examination	
61 to 120 days	16	Consultation	1			French to English	2	Copies and examination	1
121 days or over	2	Translations							
		<b>TOTAL</b>	6						

<b>X Correction and notation</b>	
Corrections requested ➤ 19	Corrections made ➤
	Notation attached ➤ 19

<b>Costs</b>	
Financial (all reasons)	
Salary	\$ 33,950
Administrative (O and M)	\$ 494
<b>TOTAL</b>	<b>\$ 34,444</b>
Person year utilization (all reasons)	
Person year (decimal format)	0.6

<b>XI Complaints to privacy commissioner</b>	
Complaints activity	
Outstanding from previous period	5
Number initiated during period	3
Number completed during period	6
Number carried forward	2
Reasons for complaints	
Use and disclosure	
Non disclosure	3
Extension	
Publication	
Denial of translation	
Time to prepare translation	
Other	

<b>Complaints to privacy commissioner (con't)</b>	
Disposition of complaints	
Complaint unjustified	
Concurrence with institution	3
No finding	
Recommendation accepted	3
Recommendation rejected	
Number of new exempt banks	0

<b>XII Appeals to Federal Court</b>	
Outstanding from previous period	1
Number initiated during period	-
Number completed during period	-
Number carried forward	1

The Rt. Hon. J. Clark, P.C., M.P.  
Secretary of State for External Affairs



Le très hon. J. Clark, C.P., député  
Secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures

Canada

OTTAWA, Ontario  
K1A 0G2

### Privacy Act Designation Order

The Secretary of State for External Affairs pursuant to section 73 of the Privacy Act, hereby designates the persons holding the positions set out in the schedule hereto, or the persons occupying on an acting basis those positions, to exercise the powers and perform the duties and functions of the Secretary of State for External Affairs as the head of a government institution under the sections of the Act set out in the schedule opposite each position. This designation replaces the designation dated November 7, 1984.

### SCHEDULE

<u>Position</u>	<u>Section(s) of Privacy Act</u>
1. Associate Under-Secretary of State for External Affairs	All sections
2. Deputy Minister for International Trade	All sections
3. Assistant Deputy Minister for Political and International Security Affairs	All sections
4. Co-ordinator for Access to Information and Privacy	All sections
5. Heads of post or missions	Paragraph 8(2) (m)

DATE June 19, 1986